



Département
PYRENEES ORIENTALES
COMMUNAUTE DE COMMUNES
DES ASPRES

République Française
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DECISIONS DU PRESIDENT

DECISION 47/18

Attribution de marché public de travaux par procédure adaptée
**Construction d'un Bistrot de Pays et d'un espace scolaire à Oms - Lot 10 - Peinture - Sol
souple**

René OLIVE, Président de la Communauté de Communes des Aspres,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,
VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 16 Avril 2014, modifiée par délibération n° 114/2015 du 10 Décembre 2015 portant délégation d'attribution dudit Conseil Communautaire au Président de la Communauté de Communes,
VU l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
VU la convention constitutive de groupement de commandes entre la communauté de communes des Aspres et la commune d'Oms pour la construction d'un Bistrot de Pays et d'un espace scolaire à Oms

CONSIDERANT la nécessité de procéder à la construction d'un Bistrot de Pays et d'un espace scolaire à Oms, notamment aux travaux de peinture - Sol souple (Lot 10),

CONSIDERANT QU'à l'issue de la consultation par mise en ligne du DCE sur la plateforme de dématérialisation de la Communauté et par publication sur un journal d'annonces légales, quatre entreprises ont proposé une offre pour le lot 10,

CONSIDERANT QU'après analyse des propositions, l'offre de l'entreprise SARL ANDRE ATHANER répond le mieux au cahier des charges établi par la Communauté de Communes des Aspres,

DECIDE

Article 1 : Il est conclu un Marché de Travaux avec:

SARL ANDRE ATHANER
ZA, RUE DES FAISANS
66700 ARGELES-SUR-MER

Pour un montant de 31 478,81 € HT+PSE : 4 835,45€HT, soit un montant global de marché de 36 214,26€HT soit 43 577,11€TTC.

Article 2 : Cette dépense est inscrite sur le budget général de la Communauté de Communes en section d'Investissement - article 2313.

Article 3 : Monsieur René OLIVE, Président, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise.

Article 4 : La présente décision sera inscrite sur le registre des décisions de la Communauté de Communes et rapport en sera fait au prochain Conseil Communautaire.

Fait à THUIR, le 19/07/2018

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

066-246600449-20180719-47-18B_OMSlot10-AU

Accusé certifié exécutoire

Monsieur le Président certifie, sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Le Président

René OLIVE